

Initiatives ministérielles

d'ici 1996. C'est aberrant! Or, en décembre dernier, c'est ce même gouvernement qui a augmenté le taux de cotisation de 3 \$ qu'il était à 3.07 \$. De plus, le gouvernement libéral actuel a, de son propre aveu, éliminé 9 000 emplois le 1^{er} janvier à cause de cette hausse des cotisations aux employeurs et aux employés. N'est-ce pas là une preuve suffisante qui prouve l'inefficacité de la réforme proposée par le gouvernement? Et dire qu'une partie de cette réforme est déjà en application.

Qu'est-ce que le gouvernement veut réellement faire par cette réforme? Tous ces faits que je viens de vous citer ne sont-ils pas suffisants pour prouver que la réforme proposée n'est pas appropriée et qu'elle fera plus de tort que de bien?

• (1215)

[Traduction]

M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, je suis heureux de participer aujourd'hui au débat sur le projet de loi C-17. Bien que j'aie pris la parole à de nombreuses reprises au cours des périodes de questions et observations pendant le débat actuel, c'est la première fois que je prononce un discours à la Chambre. J'ai moi-même peine à le croire. Aussi, j'espère que tous mes concitoyens de Prince George—Bulkley Valley nous écoutent.

Je parlerai de certains éléments positifs du budget, car je crois qu'il est indiqué de le faire. Notre parti n'est pas ici seulement pour critiquer mais aussi pour reconnaître les éléments positifs lorsqu'il y en a.

Je tiens cependant à informer la Chambre qu'à notre avis, le budget contient très peu d'éléments positifs et c'est pourquoi mon discours portera principalement sur les nombreux problèmes que soulève le budget en général et sur les effets négatifs qu'il engendrera et continuera d'avoir sur l'économie nationale.

Tout d'abord, je tiens à féliciter le gouvernement pour certains éléments du projet de loi C-17 qui révèlent qu'il a au moins brièvement reconnu la nécessité de réduire les dépenses liées à la fonction publique et aux transferts aux personnes et aux provinces. Ainsi, le gouvernement a prolongé le gel salarial des employés de la fonction publique et il a également gelé les salaires des députés. Je l'en félicite. Il a également gelé les transferts du Régime d'assistance publique du Canada aux provinces pour les exercices financiers 1994 et 1995 et il a apporté au Régime d'assurance-chômage des modifications qui prolongent les périodes d'admissibilité. Cette mesure devrait inciter certaines entreprises à embaucher des travailleurs et pourra contribuer à réduire les abus dont le régime fait l'objet.

À cet égard, le gouvernement aurait peut-être dû envisager de geler également l'embauche dans la fonction publique et laisser l'érosion des effectifs contribuer à la réduction des coûts de la fonction publique.

Des mesures semblables constitueraient à coup sûr un pas dans la bonne direction. Certains indices donnent à penser que le gouvernement a reconnu les problèmes créés par les dépenses salariales de la fonction publique, les transferts aux provinces et, bien sûr, les programmes sociaux.

Malheureusement, l'incursion du gouvernement dans le domaine de la réalité s'arrête là. En dépit d'avertissements répétés des investisseurs canadiens et internationaux, le gouvernement n'a pas réduit ses dépenses de façon importante. Les dépenses publiques totales ont plutôt augmenté. Le manque de volonté du gouvernement de s'attaquer aux problèmes financiers du Canada dans son récent budget explique la réaction récente des marchés.

Le 22 avril 1993, le ministre des Finances actuel interrogeait le gouvernement conservateur au sujet de son budget. Il avait alors déclaré que le budget conservateur était un budget bouche-trou qui ne répondait pas aux besoins réels du Canada. Le ministre des Finances devrait peut-être en dire autant de son récent budget. Cela lui permettrait peut-être de comprendre la réaction des marchés financiers. En termes simples, le budget du gouvernement fédéral ne répond pas aux besoins réels du Canada.

Je crois que les libéraux auront ajouté 100 milliards de dollars à la dette nationale d'ici la fin de leur mandat, ce qui aura de graves conséquences pour notre économie. De façon concrète, cela pourrait se traduire par des hausses d'impôt telles que les consommateurs canadiens verraient leur revenu disponible considérablement réduit. Par ailleurs, les investisseurs et promoteurs risquent de perdre toute confiance.

On peut supposer que notre niveau de vie et notre qualité de vie seraient grandement touchés et que les Canadiens en seraient réduits à devenir de simples serveurs de l'État, travaillant pour entretenir le gouvernement et son goût insatiable pour la dépense.

• (1220)

Certains prévisionnistes disent que la croissance au Canada pourrait être la plus forte parmi les pays membres du Groupe des Sept en 1994. Je crois que l'industrie compte sur le gouvernement pour assurer une certaine stabilité politique et fiscale afin que, sur la foi de ces prévisions, elle puisse commencer à établir une zone de sécurité et profiter des avantages qu'elle pourra tirer de toute relance de l'économie.

Malheureusement, le gouvernement n'a pas l'intention de lui laisser cette zone de sécurité, comme il l'a montré dans son récent budget. En fait, il semble, au contraire, vouloir nuire fortement à la relance économique au Canada et ce n'est nullement plus évident que dans ce budget.

Notre parti et des millions de Canadiens croient que nous devons sabrer dans les dépenses fédérales si nous voulons transformer un jour le Canada en un pays attrayant pour les investisseurs. En outre, le gouvernement devra réduire grandement ses dépenses et bien montrer qu'il met de l'ordre dans ses finances s'il veut rétablir la confiance des consommateurs.